

Éditorial

« YAHIA EL DJEZAIR ! »

Pour beaucoup de Français il aura fallu plus de six ans pour comprendre qu'il y a la guerre en Algérie, que cette guerre était perdue d'avance et qu'il est temps de faire les comptes, que tout ce qu'on leur rabâche depuis des années n'est que propagande et mensonges.

Il aura fallu décembre 1960.

Au fond De Gaulle n'avait pas mal calculé son coup.

Pour lui l'important n'est pas que le cafetier du coin s'appelle Ortiz ou Mohammed, que le « gros vinassier » s'appelle Borgeaud ou « coopérative Ben Abdallah », pour lui, l'important se situe un cran au-dessus : à l'échelon de la haute banque et des sociétés en « Rep ». Il joue la Phynance contre le vin d'Algérie. Il joue une certaine Algérie qui soit française en Bourse et « algérienne » en ce qui concerne les problèmes de voirie ou d'hygiène scolaire, et où règne une paix propice à l'écoulement des pipe-lines, contre une Algérie en guerre permanente où chaque hecto de « mascara » 14° coûte la mise en place d'un soldat en armes, d'un CRS, d'un gendarme et engendre à la longue une « technocratie » militaire à laquelle tout est dû, et devant laquelle un jour ou l'autre De Gaulle serait amené à regagner en hâte Colombey.

En décembre 60 De Gaulle devait donc flatter les musulmans -- qui sont 9 millions et de qui dépendent la guerre ou la paix -- et par les officiers « loyalistes » les amener à descendre dans la rue en criant « Algérie Algérienne » et « Vive De Gaulle » -- dégager en fait une Algérie qui ne soit ni F.L.N. ni ultra -- et qui soit gaulliste.

Cette combine présentant l'immense intérêt d'avoir des dehors

pacifistes, réalistes, etc. propres à réaliser l'union des Français moyens derrière lui. « Cohésion nationale », ni Duclos ni Lagayette : De Gaulle.

La seule inconnue dans le plan du général restait l'attitude de l'armée. Bien sûr il avait mis en place, autant que faire se peut, des « hommes à lui ». Il avait un peu « quadrillé » l'armée -- et pas si mal, on l'a vu.

Seulement ce qui n'était pas prévu dans le scénario c'est que les musulmans déborderaient le mot d'ordre gaulliste et manifesteraient pour leur propre compte. Chassez le naturel dans les djebels, il revient au galop dans les casbahs. Ainsi partout les Algériens ont déchiré le voile et partout ce fut « Algérie indépendante », « Vive Ferhat ».

L'action de masse et le courage collectif dont ils firent preuve constituent sans doute le fait le plus important depuis le 1er novembre 1954.

Du même coup le mythe « Algérie Française », « Terreur-F.L.N. », etc. s'écroule.

Que reste-t-il ? L'armée, excepté la répression qui suivit le 11 décembre en Algérie et qui fit de 200 à 1 000 morts selon les observateurs, l'armée a lâché les ultras, l'armée a hésité, l'armée s'est déballonnée. L'armée ou plutôt l'armée de métier et ses colonels qui craignent le chômage, car il est peu probable que les gars du contingent soient très chauds pour servir de piétaille à d'incertains pronunciamientos.

Bien sûr De Gaulle en a pris un bon coup dans les gencives avec son « Algérie Algérienne » -- dont tout le monde se fout.

Les Français de France paradoxalement ont été rassurés par les musulmans d'Algérie. La peur bien entretenue de Lagayette, des paras, des Comités de salut public, de l'Armée, cette peur héritée du 13 mai, aucune force n'était venue la contrebalancer, et surtout pas De Gaulle qui au fond avait

besoin d'elle pour se maintenir, pour se faire plébisciter.

Cette peur s'est évanouie devant la détermination des masses algériennes et corollairement l'indécision de l'armée. Dès lors pour les Français, les ultras n'existent plus ou sont tout au plus une « poignée d'extrémistes » (terme naguère encore réservé au... F.L.N !) et beaucoup semblent considérer déjà le problème comme résolu, la guerre terminée.

LE SAHARA VAUT BIEN UNE PAIX.

Pourtant la guerre continue et le flirt franco-tunisien s'il ne peut régler à lui seul la question se traduit par une montée en bourse des valeurs pétrolières intéressées au Sahara.

Les « monopoles » dont De Gaulle est l'homme attendent de lui qu'il fasse leur paix.

Il ne peut se permettre de gâcher l'occasion de négocier.

Le choix de Bourguiba pour ouvrir le dialogue, s'il est astucieux, ne fait guère avancer les choses. Bourguiba, chef d'État comme De Gaulle peut l'être, s'il a intérêt à voir la guerre se terminer au Maghreb et s'il parle volontiers de ses « frères algériens », a cependant intérêt à ce que la paix qui s'instaure ne représente pas une trop grande victoire du F.L.N. qui, à plus ou moins brève échéance, l'engloutirait. Par contre la paix le débarrasserait en partie de la présence en sol tunisien de forces considérables de l'Armée de Libération Algérienne bien supérieures aux propres forces tunisiennes. Le F.L.N. l'a bien compris, qui vient d'incorporer dans l'A.L.N. de nouveaux contingents de jeunes.

Négocier, pour De Gaulle, présente surtout des inconvénients de prestige. En effet un homme comme lui ne peut se tromper. Or il a assez clamé que le cessez-le-feu et le « sort des armes » devraient précéder la négociation. Il ne peut sans

perdre la face à ses propres yeux entamer des négociations en vue d'un cessez-le-feu ce qui est un processus exactement contraire.

Sans doute les « émissaires secrets » prépareront-ils une formule qui rendra (après coup) simultanés négociation et cessez-le-feu.

En dehors de ces inconvénients, il y a les difficultés réelles que pose cette paix puisqu'elle sera basée sur un accord donc sur un compromis. Chaque partie cherchant bien entendu à conserver le maximum d'avantages.

De Gaulle, et avec lui les sociaux-démocrates de la F.E.N. et de la S.F.I.O., voudrait que la négociation ait lieu sous forme de table ronde et pour cela on ressusciterait des organisations moribondes ou on en créerait, censées représentées les Européens d'Algérie, les juifs d'Algérie, le M.N.A., les musulmans de France (et pourquoi pas de Navarre...), les harkis (qui sont aux Algériens ce qu'étaient les Waffen SS et les miliciens aux Français de 1940-1944...), etc.

Dans cette perspective, « l'Humanité » qui n'en loupe pas une, et qui est depuis peu plus moudjahidine que le F.L.N. tout entier, multiplie les prises de position du « Parti Communiste Algérien » avec l'obscur dessein que si table ronde il y a, le P.C.A. y sera. Mais bien sûr elle est farouchement contre la table ronde -- (on sait vivre Carrefour Châteaudun).

Cette paix dont on parle a pour les partis politiques traditionnels une singulière odeur de chair fraîche et chacun cherche à « se placer ». La S.F.I.O. et sa vocation à la « gérance loyale du capitalisme » ne voit que son Mollet pour seconder le patron, en remplaçant Debré. Dans les rangs du P.C. on se met en condition pour « restaurer et rénover ». Deux moyens pour cela : accréditer l'idée que le régime présidentiel né de la guerre mourra avec elle et que la relève

ne pourra être assurée que par un front populaire. Par une démagogie républicaniste et unitaire, amoindrir les réticences anticommunistes du centre et de la gauche pour que la nouvelle république ne puisse exister qu'avec la participation du P.C. ou tout au moins son assentiment.

Quels que soient les sentiers qui aboutiront à la paix il semble que ce sera long encore.

La leçon à tirer de ces derniers mois, c'est que grâce à l'action des masses musulmanes on aperçoit la fin du tunnel. Grâce à elles, oui. Et il serait présomptueux de croire que c'est parce que nous, « masses françaises » nous sommes abstenues, avons voté Non, avons voté Oui au référendum que la situation s'est mise à évoluer vers la fin de la guerre...

BATAILLE DE CLASSE EN BELGIQUE.

Pendant que nous nous occupions à voter ou à non-voter, les ouvriers belges menaient un dur combat par la grève générale en Wallonie, la manifestation de rues, l'action directe. Dans l'ensemble les travailleurs français furent d'abord étonnés par l'ampleur et la violence de cette lutte, puis par sa durée. Étonnés et admiratifs. Toutefois cette admiration ne se traduisit pas par l'élan de solidarité que les travailleurs belges auraient été en droit d'attendre.

Sans doute s'est-il trouvé des travailleurs pour dire « Alors qu'est-ce qu'on fait, on leur envoie du fric aux Belges ? », mais la réponse fut partout la même : « On n'a pas reçu de listes du syndicat... ». Car nous ne nous sommes pas libérés du réflexe conditionné qui nous fait chercher « le syndicat » lorsqu'on veut faire quelque chose. Il serait tellement plus simple de nous organiser entre nous, de faire ce que l'on veut... et de voir alors « le syndicat » rappliquer dare-dare pour tenter de nous assagir ou pour récolter les marrons que nous aurions tirés du feu. Nous saurions alors quoi lui dire au sacro-syndicat...

Retenons surtout de la grève belge qu'elle fut une lutte politique de classe, visant à des réformes de structures et qu'elle sut déborder le Parti socialiste belge. Les travailleurs belges ont montré qu'ils avaient plus confiance en eux-mêmes, quitte à affronter une répression féroce, qu'en l'action parlementaire des députés socialistes pour faire échouer la loi d'austérité. Si cette loi a été finalement votée on ne doit pas conclure à un échec de la grève. La mise en application de la loi verra sans doute les travailleurs belges dressés contre elle. La grande victoire de ces travailleurs c'est, particulièrement en Wallonie, d'avoir montré leur force immense avec laquelle, désormais, le gouvernement et le patronat belges devront compter.

Dans des situations totalement différentes deux peuples totalement différents -- le peuple belge et le peuple algérien -- prennent leur sort en main et luttent.

Nous, en France, nous préférons voter...

[/Noir et Rouge/]